

**Convention collective départementale**

IDCC : 2266. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,  
ÉLECTRIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES  
(MAYENNE)**

**(11 janvier 1993)**

(Etendue par arrêté du 14 juin 2004,  
*Journal officiel* du 23 juin 2004)

---

**AVENANT DU 29 MAI 2007**

**ANNEXE SALAIRES A2-8 À L'AVENANT « A »**

NOR : *ASET0750781M*

IDCC : 2266

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie de la Mayenne,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFTC ;

La fédération des travailleurs de la métallurgie CGT,

D'autre part,

il est convenu ce qui suit, en annexe aux dispositions de l'article 14 de l'avenant « A » de la convention collective de la métallurgie de la Mayenne.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Rémunérations minimales hiérarchiques*

A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007, pour l'application de la convention collective, le barème des rémunérations minimales hiérarchiques du personnel OATAM des industries métallurgiques de la Mayenne, servant de base de calcul à la prime d'ancienneté (art. A.16), et aux indemnités de panier et de casse-croûte (A.20), sera sur la base d'une valeur de point fixée à 4,30 €, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

## Article 2

### *Rémunération minimales annuelles garanties*

Les garanties annuelles de rémunération effective, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, telles que définies à l'article A.14 de l'avenant « A » de la convention collective de la Mayenne sont fixées à compter de l'année 2007, selon le barème suivant :

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION
I	1	140	15 200
	2	145	15 210
	3	155	15 260
II	1	170	15 275
	2	180	15 290
	3	190	15 310
III	1	215	15 320
	2	225	15 350
	3	240	16 010
IV	1	255	16 760
	2	270	17 470
	3	285	18 000
V	1	305	19 160
	2	335	21 100
	3	365	23 600
	4	395	25 750

## Article 3

### *Publicité de l'accord*

Le présent avenant est établi en vertu des articles L. 132-1 et suivants du code du travail.

Il est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Laval, le 29 mai 2007.

*(Suivent les signatures.)*